Compte-Rendu du Conseil Municipal
Séance du 05 juillet 2019
Sous la présidence de M. Patrick BECKER, Maire
Convocation du 27 juin 2019

L'an deux mille dix-neuf, le cinq juillet à 20 heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué en session ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Patrick BECKER, Maire.

La séance était publique.

Membres présents : Mrs. Patrick BECKER, Xavier DE LAZZER, Patrick VECRIN, Didier LEFEVRE, Gérard MECKLER, et Victor VICENTE
Mmes Marie-Claire MARTINY, Carole LELIEVRE, Sonia GUILLET, Andrée PESANT

Absents non excusés :
Mme Aurélie HOMBOURGER

Absents excusés :
M. Fabrice SANFILIPPO et Annick VAUDRY

Procurations :
Néant

Secrétaire de séance : Sonia GUILLET

Préambule :
En préambule de la séance, le Conseil Municipal approuve le compte-rendu du Conseil Municipal en date du 24 avril 2019.

Pour information, la délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet d'un recours gracieux.

**2019- 17 DROIT DE PREEMPTION SUR LE TERRITOIRE
COMMUNAL**

Suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme et conformément à l'article L210-1 alinéa 1^{er} du Code de l'urbanisme, la municipalité souhaite instaurer un droit de préemption sur les zones urbaines et à urbaniser de la commune.

Ce droit permet à la commune d'acquérir prioritairement un bien foncier ou immobilier lorsque celui-ci est sur le point d'être vendu.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal vote à la majorité :

Pour : 9
Abstention : 1
Contre : 0

ARTICLE 1 : D'instituer un droit de préemption urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente

ARTICLE 2 : De donner délégation, à Monsieur le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière

ARTICLE 3 : De préciser que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire dès son affichage en mairie

Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151-52/7° du code de l'urbanisme.

Un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme. De dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R. 211-2, alinéa 1 du code de l'urbanisme

ARTICLE 4: La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet

2019- 18 ZAC DES PASSEREAUX : CONVENTION DE PARTICIPATION AU TITRE DES EQUIPEMENTS PUBLICS

En octobre 2004, la commune a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Passereaux. La participation au financement des équipements publics avait été fixée à 61.60 € HT/m² de terrain. Mme Reinert propriétaire de la parcelle cadastrée section 17 n°341 dont la surface est de 663m², souhaite construire une maison individuelle. Elle doit donc s'acquitter de cette participation. Cette dernière est actualisée chaque année suivant les indices TP01 base 1975 et 2010. Le montant est donc porté à 86.48 € HT/m² de terrain. La facture s'élève à 57336.24 € HT pour de 663 m² de parcelle.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

APPROUVE, le montant de la participation au titre des équipements publics qui était de 61.60 € HT/m² de terrain valeur octobre 2004 actualisé à février 2019 à 86,48 € HT/m² de terrain,

AUTORISE, Monsieur le Maire, à signer la convention de participation au titre des équipements publics visée à l'article L 311-4 du code de l'urbanisme.

2019- 19 COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA C.A. PORTES DE FRANCE THIONVILLE

En 2013, la loi NOTRe proposait de remodeler le nombre de délégués communautaires. Aujourd'hui, il convient de revoir le nombre et la répartition des sièges du conseil Communautaire selon les critères stipulés dans l'accord local L52-11-6-1 du Code Electoral à savoir :

- Être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- Chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- Aucune commune ne pourra disposer de plus de la moitié des sièges,
- La part des sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Pour ce faire, les communes membres de la Communauté d'Agglomération doivent approuver une composition du Conseil Communautaire de la Communauté au plus tard le 31 août 2020.

Le nombre de sièges d'élèverait à 58. La commune de Kuntzig conserverait 1 délégué communautaire titulaire.

Le Conseil Municipal à l'UNANIMITE :

- DECIDE de fixer à 58 le nombre de sièges du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, réparti comme suit :

Nom des Communes membres	Populations municipales (ordre décroissant de population)	Nombre de Conseillers Communautaires titulaires
Thionville	40 586	26
Yutz	16338	12
Terville	6929	5
Fontoy	3023	2
Manom	2757	2
Basse-Ham	2253	2
Tressange	2107	2
Illange	1892	2
Kuntzig	1310	1
Angevillers	1251	1
Havange	448	1
Lommerange	285	1
Rochonvillers	193	1

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

2019 – 20 AUTORISATION D'EMBAUCHE D'UN AGENT ADMINISTRATIF CONTRACTUEL 15H/SEMAINE

Le recrutement d'un Adjoint Administratif contractuel est nécessaire pour palier au départ d'un agent. Il s'agit d'un CDD de 6 mois pour une durée hebdomadaire de 15h.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, APPROUVE à la majorité,

Pour : 9

Abstention : 1

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité ;

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

2019 – 21 SMIVU FOURRIERE JOLIBOIS : ADHESION DE LA COMMUNE DE HAUCONCOURT

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire concernant la demande d'adhésion de la Commune d'HAUCONCOURT au S.M.I.V.U. Fourrière du JOLIBOIS à Moineville (54),

Et après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal présent APPROUVENT à l'UNANIMITE.

2019- 22 DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR UN RECOURS GRACIEUX CONTRE L'APPROBATION DU P.L.U.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un recours gracieux a été effectué à l'encontre de la délibération approuvant l'approbation de la révision du P.L.U.

Monsieur le Maire propose les services de Maître MERLL Christelle pour défendre l'affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, APPROUVE à l'UNANIMITE.

2019 – 23 DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE

Xavier DE LAZZER l'Adjoint en charge des Finances, soumet aux membres du Conseil Municipal une modification budgétaire.

Afin de permettre la rémunération du commissaire enquêteur intervenu dans le cadre de la procédure de révision du P.L.U., et le paiement des frais de publication lié à la même affaire, il est proposé de transférer la somme de 8000 € de la ligne 022 « Bois et Forêts » vers la ligne « P.L.U. ».

Cette modification est APPROUVEE à l'UNANIMITE par les membres présents du Conseil Municipal.

2019 – 24 CENTRE SOCIO-CULTUREL : TARIFS ET USAGE ASSOCIATIF

Les membres du Conseil se sont réunis afin de déterminer les tarifs et modalités de location des salles du nouveau Centre Socio-Culturel.

Il a été convenu d'appliquer les tarifs suivants :

	Associations Kuntzigeoises, Partis Politiques, Organisations Syndicales		
	1/2 journée	1 journée	Week-end
Petite Salle (sans accès cuisine)	60 €	70 €	175 €
Grande Salle (avec accès cuisine)	160 €	265 €	340 €
Les deux Salles			400 €

	Particuliers Kuntzigeois, Administrations et Etablissements Publics, Entreprises et autres groupes à caractère professionnel		
	1/2 journée	1 journée	Week-end
Petite Salle (sans accès cuisine)	70 €	175 €	250 €
Grande Salle (avec accès cuisine)	320 €	525 €	680 €
Les deux Salles			800 €

	Associations non-Kuntzigeoises, Particuliers non-Kuntzigeois		
	1/2 journée	1 journée	Week-end
Petite Salle (sans accès cuisine)	90 €	250 €	350 €
Grande Salle (avec accès cuisine)	550 €	1 000 €	1 250 €
Les deux salles			1 500 €

Chaque association de KUNTZIG pourra bénéficier gratuitement de l'ensemble du bâtiment (les deux salles), une fois dans l'année civile,

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité approuve les tarifs attribués dont le détail figure dans les tableaux ci-dessus.

2019 – DIVERS : MOTION POUR LA REMISE EN SERVICE ET L'ELECTRIFICATION COMPLETE DE LA LIGNE FERROVIERE DE LA VALLEE DE LA NIED EN DIRECTION DU Luxembourg

- Pour information, les élus des collectivités locales situées sur l'axe ferroviaire reliant Dilligen (Allemagne) au Luxembourg ont voté une motion pour la réactivation d'une desserte régulière de la Vallée de la Nied en direction du Luxembourg.

Les membres du conseil municipal approuvent à l'unanimité cette motion.

POINTS D'INFORMATION :

- Monsieur le Maire informe les membres du Conseil que le rapport de l'Autorité de Sûreté Nucléaire est consultable en version papier à la mairie et sur internet.

- Monsieur le Maire communique les commandes passées depuis le dernier Conseil Municipal. Les prix annoncés sont Hors Taxe.

Plateau coupe tracteur : 1690 €

Menuiseries (portes) Maternelle : 1270 €

Remplacement châssis vitrés salle d'activité : 2868 €

Châssis fissurés maternelle : 1678 €

Entourage arbres salle des Fêtes : 1000 €

Achat tente 6.00x3.00m pour manifestation : 1666 €

Pose placard Centre social pour associations : 7251 €

Mobilier (tables et chaises) Centre Social : 37469 €

Défibrillateur Centre Social : 1521 €

Abattage arbres bassin de rétention rue des Jardins : 550 €

Enedis 2 tarifs jaunes pour le Centre Social : 2486 € et 24000 €

La séance est levée à 22H18.